

CR sous commissions activités ressources du 6 novembre 2012

Présents :

- Membres de la CME: G Benoit, A Buisine, A Gervais, V Pérut, G Sebag, M Zerah
- Membres invités des CMEL : M Boule, A Luciani
- Référents du siège :
- DEFIP C Chevrier, E Lissilou, E Quissac
- DPM D Le Stum, JP Perrin
- DIM : N Taright

1/ Présentation du cycle de gestion 2013

L'exercice 2013 s'inscrit dans le contexte d'une augmentation de l'ONDAM de 2.7%, d'un arrêt de la convergence intersectorielle, et d'une « sanctuarisation » de la dotation des missions de service public. Néanmoins il est prévu 657 millions d'économie dans les hôpitaux.

L'effort « d'efficience » en 2013 est estimée à 126 millions d'euros dont 10 millions sur les services centraux et 110 dans les GH. La « ventilation » sera de 70% apportés par les GH « déficitaires » et 30% pour ceux ayant bénéficiés des investissements

L'inconnu reste le niveau des tarifs et des dotations (MIG, FIR, DAF)

L'activité n'ayant pas été à la hauteur des prévisions en 2012, les participants signalent leur préoccupation sur ce point. Néanmoins des améliorations peuvent être obtenues (chirurgie ambulatoire, utilisation des blocs, gestion des lits, mutualisation des labos, stérilisations etc...)

Il est par ailleurs évident qu'il est impossible de faire de l'efficience en réduisant les dépenses de personnel...restent donc les restructurations qui nécessitent avant tout qu'on fasse un point sur les réels bénéfices de celles déjà effectuées (une réunion de la car est envisagée).

Les médecins signalent leur préoccupation sur le risque du « saupoudrage de la pénurie » en partageant de façon aveugle les économies à faire (4 millions) sur les effectifs et pds. Certains souhaitent qu'une vision stratégique permette de trancher sur les activités soumises à ce régime et celles qui seraient favorisées.

Il est proposé que les effectifs par service, prenant en compte les activités, soient disponibles et transparents pour tous.

2/ Investissements

La fin du cycle de gros investissements (nouveaux bâtiments) devrait permettre de retrouver un niveau d'opérations déconcentrées significatif (75 millions par an). Néanmoins, il faudra combler le retard des travaux de mise en conformité (ou mise en sécurité). Il faut noter que la réalisation des opérations autorisées (travaux équipements) n'est que partielle, selon les GH (121 millions de travaux réalisés pour 192 millions prévus dans le cadrage en 2012, idem pour les équipements : 70 pour 92).

En gardant un niveau de cessions important (50 millions d'euros par an) le total des investissements devrait être de 333 millions d'euros en 2013 hors opérations concentrées

La proposition de ventilation des investissements en 2013 est de 75 millions pour le SI

90 millions pour l'équipements (dont 75 déconcentrées)

223 millions de travaux (168 déconcentrés)